

UNIVERSITÉ DE FRANCE
ACADÉMIE DE NANCY

COMPTES RENDUS
DES TRAVAUX
DES FACULTÉS

ET DE

L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE PHARMACIE

DE NANCY

PENDANT L'ANNÉE SCOLAIRE 1883-1884

Présentés au Conseil académique dans la session de novembre 1884



NANCY

IMPRIMERIE BERGER-LEVRAULT ET C^{ie}

11, RUE JEAN-LAMOUR, 11

—
1885

ALLOCUTION

DE M. LE RECTEUR

MESSIEURS,

A l'ouverture de cette session, plus spécialement consacrée à l'enseignement supérieur, je ne puis me défendre d'une profonde tristesse. Nous avons perdu l'éminent Directeur qui s'intéressait si sérieusement à vos travaux. Le monde savant et l'Université sont en deuil ; le pays tout entier s'est ému en voyant tomber avant l'heure l'un de ses plus brillants serviteurs. M. Albert Dumont aura été du nombre de ces jeunes hommes qui semblaient nés pour l'honneur de notre génération et qui, soudainement, dans la fleur des plus belles espérances, ont été fauchés et jetés sur le sillon avant leur pleine maturité.

Il ne m'appartient pas de retracer l'œuvre générale de notre Directeur, ni même de vous entretenir de l'homme et des qualités aimables qui lui avaient gagné tant de sympathies. Ceux au milieu desquels il vivait l'ont loué mieux que je ne saurais le faire. Les ministres qui l'avaient eu à leurs côtés, M. Jules Ferry, M. Duvaux, M. Paul Bert, ont conduit ses funérailles et, en

leur nom, M. Fallières a dit, à la dernière heure, l'estime et l'affection qu'ils avaient pour leur collaborateur.

Je veux seulement, en restant dans la perspective qui a été la nôtre et à la distance d'où nous l'avons vu, envoyer à sa tombe l'hommage reconnaissant de l'Académie de Nancy.

M. Albert Dumont exerçait sa puissante activité sur toutes les parties de sa vaste administration. Il a fait partout tant de choses excellentes qu'il a été possible que chacune des académies se flattât d'être de sa part l'objet d'une prédilection particulière. Mais je ne crois pas me tromper en disant que la nôtre avait sur lui comme une sorte de prise qu'aucune autre ne pouvait réclamer. C'est qu'il était né sur la terre voisine et que ce fils de l'Alsace pensait un peu plus souvent à nous par la raison que nous touchions de plus près à son cher pays natal, pour lequel, hélas ! il ne pouvait rien. Que de fois il m'a dit : Il faut faire à Nancy, sur la frontière de l'Est, un centre de hautes études qui, par ses ressources, par son outillage, par son personnel, n'ait rien à envier aux universités de l'Allemagne !

Il connaissait à fond chacune de nos grandes écoles. Il ne les perdait jamais de vue et, j'en atteste messieurs les doyens qui m'entendent, il leur accordait sans hésiter tout ce qui pouvait aider à leur bon fonctionnement et à leur progrès. Lorsque j'allais le voir à Paris, bien que sollicité par mille préoccupations et déjà fatigué par une tâche excessive, il me retenait des heures entières dans son cabinet, m'interrogeant sur les hommes et sur les choses, sur les besoins de chaque enseignement, sur les résultats obtenus, sur les travaux personnels des professeurs, s'enquérant de tous les faits et de tous les détails avec la

haute curiosité d'un administrateur qui, passionné pour le bien, veut le réaliser à bon escient, hardiment mais sans témérité, largement mais sans prodigalité, promptement mais sans précipitation aventureuse.

Il avait d'ailleurs adopté une règle aussi sûre que libérale : il associait les Facultés à son administration ; il n'imposait pas de théories improvisées dans le secret du cabinet ; il tenait beaucoup à ses idées sans doute, comme tous les hommes supérieurs, mais il se plaisait à les livrer à la libre discussion ; il procédait par larges consultations et ne se décidait tout à fait qu'après avoir recueilli les suffrages. C'était le système parlementaire appliqué au gouvernement de l'enseignement supérieur.

Il voulait aller plus loin encore. Il faisait de la centralisation comme à regret. Il se plaignait que dans les provinces académiques on n'osât pas assez, qu'on attendit toujours le mot d'ordre, la consigne. Chose remarquable ! cet administrateur dont l'action se faisait sentir partout à la fois, qui s'entendait si bien à communiquer le mouvement du centre à la circonférence, qui avait éveillé et fomentait d'une main sûre sur tous les points du pays la vie intellectuelle, qui, en un mot, démontrait si bien par son œuvre même les avantages de l'unité dans l'impulsion et dans la direction, était cependant en matière universitaire un décentralisateur décidé. Il eût voulu constituer les Facultés en corps autonomes, se gouvernant eux-mêmes, ayant la libre disposition de leurs ressources, maîtres de leurs doctrines et de leurs méthodes et formant dans l'État des corporations dotées d'une indépendance presque absolue.

Vous avez été consultés sur ce hardi dessein ; il figure à votre ordre du jour, nous le discuterons à votre heure.

Que résultera-t-il de l'examen approfondi qu'il réclamait? Je l'ignore. Pour ma part, je trouverais peut-être dans l'esprit moderne, dans nos mœurs démocratiques et surtout dans l'intérêt général de l'Université de France, plus d'une objection à faire aux universités provinciales. Mais je crois que M. Albert Dumont tenait peu à telle ou telle forme, à telle ou telle combinaison, à tel ou tel organisme. Ce qu'il demandait, par-dessus toute chose, c'est qu'on empruntât soit au passé de notre pays, soit aux institutions des pays voisins, ce qui était propre à donner plus d'intensité à la vie scientifique, à exciter l'ardeur des recherches, à favoriser l'essor des hautes études et enfin à assurer l'indépendance, l'autorité, la dignité de l'enseignement supérieur.

Nous avons vu à Nancy comment M. Albert Dumont s'acheminait par des progrès partiels vers l'idéal que poursuivait sa pensée. Chacune des Facultés pourrait apporter ici son témoignage et rappeler les améliorations qu'on lui doit : l'École supérieure de pharmacie le magnifique aménagement de ses locaux, l'École de médecine ses laboratoires multipliés pour les besoins des travaux pratiques, la Faculté des lettres ses salles de conférences et l'installation de sa bibliothèque.

Mais il était de ceux qui ne se tiennent point pour satisfaits tant qu'il reste mieux à faire. Il avait pourvu au plus pressé, mais il avait un programme autrement vaste. Trois choses surtout lui tenaient au cœur à Nancy et il ne les perdait jamais de vue : le déplacement de la Faculté de médecine, l'agrandissement des services de la Faculté des sciences, la création d'une Bibliothèque centrale ou universitaire.

Il pensait que ce qu'on appelle un peu pompeusement

le palais des Facultés, bâti pour les besoins d'un autre temps, ne suffisait plus à ceux d'aujourd'hui, que tous les enseignements y étant à l'étroit et dans la gêne, il faudra tôt ou tard les mettre plus à l'aise, leur donner plus d'espace, plus d'air, plus de facilité pour leurs mouvements. Dans ce but, il avait utilisé jusqu'au dernier pouce de terrain. Mais ce n'était là qu'une demi-mesure, une solution mesquine à ses yeux et provisoire. Il songeait à des agrandissements plus sérieux. Les Facultés n'ont pas besoin, même pour former un corps, de se serrer sous le même toit. La Faculté de médecine gagnerait beaucoup à être déplacée, tout le monde le reconnaît. Les besoins de son enseignement et des convenances d'un autre ordre sont ici en souffrance. M. Dumont, qui liait dans cette question les intérêts de la ville à ceux de l'État, annonçait avec une sorte de certitude que l'École de médecine serait dans un avenir prochain transférée à sa place naturelle, c'est-à-dire à côté du grand hôpital. La ville elle-même, disait-il, le demandera le jour où les terrains que nous avons en vue seront devenus libres et que ses finances, dégagées d'embarras passagers, lui permettront de nous accorder son concours efficace.

Il en est de même de la Faculté des sciences. Les laboratoires de physique et de chimie sont absolument insuffisants. Ce n'est pas une raison parce que d'illustres savants ont fait de merveilleuses découvertes dans d'étroits et pauvres réduits, pour qu'on marchande l'espace à la science et surtout à l'enseignement. La dernière fois que M. Dumont s'arrêta à Nancy, au retour d'une de ses excursions en Allemagne, d'où il rapportait toujours comme un sentiment de noble jalousie, je lui indiquais sur place un modeste agrandissement facile à réaliser, il

m'interrompit tout à coup en disant : « Ce n'est pas assez pour Nancy. Songez que nous sommes à quelques heures seulement des universités germaniques. » Puis il me décrivit avec admiration les magnifiques instituts qu'il venait de visiter. « Voilà ce qu'il faut faire, voilà la première revanche à prendre. Fondons ici, non pas seulement pour les besoins de l'enseignement théorique, mais surtout en vue des progrès de votre industrie régionale, un institut chimique où la science française trouvera les mêmes ressources que la science allemande a là-bas. Le jour où la ville de Nancy sera prête, nous serons prêts. »

Il calculait que ce déplacement de la Médecine et du service de la chimie permettrait tout à la fois de compléter les installations du Droit, des Sciences et des Lettres et d'instituer une bibliothèque centrale ou universitaire. Ce troisième projet l'occupait beaucoup ; il y revenait sans cesse. Nous avons étudié ensemble bien des combinaisons dont aucune ne nous a satisfaits et que nous avons dû successivement abandonner. S'il attachait tant de prix à cette création, ce n'était pas uniquement pour l'utilité, d'ailleurs incontestable, qu'il y aurait à réunir sous la direction d'un seul bibliothécaire les fonds dispersés de toutes les Facultés. Centraliser les ressources, éviter les doubles emplois, acquérir ainsi plus facilement les grandes collections, les ouvrages précieux, les journaux spéciaux, les revues, les publications du monde savant, classer ces instruments de la science dans un ordre méthodique qui facilite les consultations sur place ou les prêts au dehors, ce serait certes déjà doubler l'utilité et assurer le meilleur emploi de l'outillage bibliographique. M. Albert Dumont voulait, en outre, qu'à côté du dépôt des livres on ménagât des salles de lecture

assez spacieuses pour que les travailleurs s'y pussent installer commodément. Il y ajoutait d'autres salles, les unes spéciales à chaque ordre d'enseignement, les autres communes à toutes les Facultés, d'autres enfin où les étudiants les plus distingués et les plus ardents au travail seraient reçus en petit nombre dans des conférences privées, dans des cours plus familiers et plus approfondis, à peu près comme dans ce qu'on nomme chez les Allemands des séminaires et des pro-séminaires. La bibliothèque universitaire avec toutes ses dépendances deviendrait ainsi un centre de réunion où se rapprocheraient les éléments parfois un peu trop particularistes de l'enseignement, où s'échangeraient les idées et les vues, où, en un mot, s'entretiendrait et s'aviverait dans des relations journalières la vie académique.

Telles étaient les lignes principales du programme que M. Albert Dumont avait tracé pour le groupe de Nancy. Il en préparait l'exécution sans impatience nerveuse, mais avec une persévérance que rien ne rebutait. On a dit qu'il avait une nature de diplomate; il avait surtout la volonté, le sang-froid, la finesse et la droiture. Il savait attendre l'heure favorable, mais il la guettait d'un œil attentif et la pressait autant que possible avec une ténacité souriante. Il était de l'école de cet homme d'État qui disait : « Le temps et moi » ; seulement, comme il était parlementaire, il disait plus volontiers : « Le temps et nous ».

Le temps lui a manqué : il n'a pas eu la joie d'achever son œuvre; cette joie n'est donnée à personne. Mais il a pu en suivre des yeux, avec un juste orgueil, les premiers progrès. C'était pour lui le sujet d'une vive satisfaction que l'ardeur qu'on mettait ici à justifier ses espérances et ses

ambitions. La vitalité scientifique de nos hautes écoles lui garantissait l'avenir. Il se réjouissait des résultats obtenus dans nos cours, tant dans ceux qui restent réservés à des étudiants inscrits que dans ceux qui, suivant la tradition française, sont ouverts au grand public. Il était fier comme nous de ces maîtres de la jeunesse qui, par la distinction de leurs travaux ou par l'éclat de leur parole, font l'honneur et la popularité de notre enseignement supérieur. Les Facultés, disait-il, ne sont pas uniquement des écoles professionnelles qui préparent à des grades et ouvrent les carrières libérales. Ce sont des corps enseignants, sans doute, mais aussi des corps savants : s'ils transmettent la science acquise, ils concourent aussi à l'avancement de la science qui reste à faire et, à ce titre, ils doivent compter parmi les plus puissants agents de la fortune nationale.

Nous garderons fidèlement à Nancy la mémoire de M. Albert Dumont et nous suivrons sans défaillance la voie qu'il nous a ouverte, assurés que notre regretté Directeur sera continué d'une volonté ferme et persévérante, par celui de ses amis qu'aux heures de la fatigue ou peut-être des mystérieux pressentiments, il aimait à désigner pour son successeur.
